

Marseille, le 5 mai 2014

Madame, Monsieur le Député,

Nous choisissons aujourd'hui de vous interpeller directement parce que la survie de la Compagnie maritime SNCM se joue dans les jours qui viennent.

Notre entreprise s'est engagée dans un plan de transformation sans précédent à travers un projet industriel ambitieux qui s'appuie sur une stratégie d'investissement, une adaptation négociée des effectifs et surtout un refus catégorique des logiques de déclin.

Cette action de redressement ne doit pas être stoppée par des contentieux européens exigeant le remboursement à l'Etat français par l'entreprise d'un montant cumulé de 440 millions d'euros portant sur des périodes supérieures à 10 ans et sur des dispositifs en leurs temps validés par toutes les instances compétentes.

Une application dogmatique des jugements européens de première instance pourrait amener la SNCM à un dépôt de bilan aux conséquences sociales catastrophiques, alors que des solutions existent pour éviter ce drame.

La Commission des Affaires Européennes de l'Assemblée Nationale vient de produire un rapport précis qui propose des solutions concrètes conformes au Droit et respectueuses de l'entreprise. Cette première étape doit être concrétisée par la mobilisation de chacun d'entre vous afin que ces préconisations soient prises en compte par l'Etat et les actionnaires de la SNCM.

La nouvelle SNCM n'est plus l'entreprise dont parlent trop souvent ceux qui ne la connaissent pas. Elle intéresse des investisseurs européens de renom qui adhèrent au projet et qui ont besoin d'être rassurés sur le traitement des contentieux avec la Commission Européenne pour s'engager plus avant.

Notre mobilisation exprime une confiance dans notre capacité collective à résoudre une question moins compliquée qu'il n'y paraît et qui ne nécessitera, en aucune manière, de mobiliser l'argent des contribuables.

La SNCM demande de la justice et elle remplira son devoir d'équilibre économique au service de la desserte de la Corse et des pays du Maghreb afin de démontrer qu'il existe une voie pour concrétiser une nouvelle manière d'entreprendre et de réussir dans le respect des personnes et des territoires.

Merci pour votre aide et votre soutien.

Très respectueusement.

Gérard COUTURIER
Président du Conseil de Surveillance

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'GC', written over a horizontal line.

Marc DUFOUR
Président du Directoire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'MD', written over a horizontal line.